



RÉGION DE GENDARMERIE DE NOUVELLE-AQUITAINE

59 rue Séguineau – 33700 MERIGNAC

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES
(C.C.T.P.)**

Consultation n° 04 RGNA 2025

Objet du marché :

Caserne Ribray à NIORT (79): Travaux de remplacement de la toiture du CSAG

**Caserne Jourdan à LIMOGES (87): Réfection de l'étanchéité des toits terrasses du CSAG
et du garage auto.**

Caserne	Réf Chorus RE-FX	FIES
NIORT	117393/134224	IMM POIT/6472/0
LIMOGES	117233/157377	IMM LIMO/327/0
LIMOGES	117233/154079	IMM LIMO/327/0

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.1. Présentation.....	3
1.2. Liste des lots.....	3
1.3. Définition des ouvrages.....	3
ARTICLE 2 – TRAVAUX A RÉALISER.....	3
2.1. LOT 1 : Caserne Ribray de NIORT (79).....	4
2.1.1 Travaux préparatoires.....	4
2.1.2. Installation de chantier.....	4
2.1.3. Travaux de désamiantage.....	5
2.1.4. Travaux à réaliser : Travaux de bardage - Couverture - Zinguerie.....	6
2.2. LOT 2 : Caserne Jourdan à LIMOGES (87).....	8
2.2.1. Installation de chantier et dépose.....	8
2.2.2. Réfection complète de l'étanchéité des toitures terrasses.....	9
ARTICLE 3 – DATE DE DÉBUT DES TRAVAUX.....	11
ARTICLE 4 – VISITE TECHNIQUE PRÉALABLE A LA REMISE DES OFFRES.....	11
ARTICLE 5 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION.....	12
5.1. Hygiène et sécurité.....	12
5.2. Coordination des travaux.....	13
5.3. Connaissance des lieux.....	13
5.4. Horaires d'intervention.....	13
5.5. Reconnaissance préalable des supports.....	13
5.6. Marques et échantillons.....	13
5.7. Échafaudages et levages.....	14
5.8. Protection des ouvrages.....	14
5.9. Nettoyage et gestion des déchets.....	14
5.9.1. Nettoyage.....	14
5.9.2. Déchets de chantier.....	14
5.9.3. Tri et évacuation des déchets.....	14
5.10. Documents.....	15
5.10.1. Documents de références du projet.....	15
5.10.2. Documents remis après l'exécution.....	15
ARTICLE 6 – CONFORMITÉ DE L'OUVRAGE ET DES MATÉRIAUX.....	15
6.1. Conformité de l'ouvrage.....	15
6.2. Conformité et qualité des matériaux.....	15
ARTICLE 7 – PRESCRIPTIONS AVANT ET APRÈS TRAVAUX.....	16
7.1. Mise en place du chantier.....	16
7.2. Pièces à fournir.....	16
7.2.1. avant le début des travaux.....	16
7.2.2. après les travaux.....	16
ARTICLE 8 – SANTÉ SÉCURITÉ TRAVAIL.....	16
8.1. Réglementation.....	16
8.2. Coordonnateur Sécurité Protection Santé (SPS).....	17
8.3. Procédure – Visite d'inspection de prévention.....	17
8.4. Protection incendie.....	18
8.5. Protection de l'environnement.....	18

ANNEXES annexe 1 Photos et plans - NIORT (79)

annexe 2 Photos et plans - LIMOGES (87)

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

1.1. Présentation

Le présent marché a pour objet la réhabilitation des toitures de plusieurs bâtiments dans les casernes de gendarmerie départementale en Nouvelle Aquitaine.

1.2. Liste des lots

Ce marché est divisé en deux lots :

- Lot n°1 : Réhabilitation de la toiture du bâtiment du Centre de Soutien Automobile de la Gendarmerie (CSAG) - Caserne Ribray 23 avenue du général Largeau à NIORT (79),
- Lot n°2 : Réfection de l'étanchéité de la toiture des bâtiments de la section d'appui à la mobilité (SAM) et garage de service - Caserne Jourdan 119 rue Victor Thuillat à LIMOGES (87).

1.3. Définition des ouvrages

Ce Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n'est pas exhaustif.

Le titulaire est considéré avoir pris connaissance des lieux, de l'ensemble des pièces graphiques et en général de l'ensemble des conditions pouvant influencer sur l'exécution. Il devra faire part par écrit de ses observations éventuelles avant la signature de son marché.

ARTICLE 2 – TRAVAUX A RÉALISER

Les métrages et les quantitatifs de ce document sont purement informatifs, ils restent de la responsabilité de l'entreprise attributaire du présent lot de s'engager à vérifier toutes les cotes et implantations sur le chantier et à rendre des locaux propres, nettoyés et conformes au descriptif joint.

Il est rappelé que le titulaire du lot devra prévoir à sa charge tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages concernant ses prestations.

Ces travaux comprendront l'intégralité des ouvrages et devront assurer le complet et parfait achèvement conformément aux règles de l'art. Il est précisé que le titulaire fera son affaire des incidences que d'éventuelles adaptations techniques auraient sur l'une ou l'autre de ses prestations.

L'entreprise a obligation avant la remise de son offre d'avoir pris connaissance des lieux par une visite approfondie du site et de ses abords afin de juger de l'importance de son offre. Aucune réclamation au cours des travaux ne pourra être prise en considération. Un état des lieux avant et après travaux sera réalisé entre le titulaire et le service immobilier de la Gendarmerie.

Les principes suivants seront notamment à respecter dans l'exécution des travaux :

- limiter au maximum la formation de poussière par l'utilisation d'outils adaptés à chaque situation de travail,
- l'utilisation d'outillages à vitesse rapide tels que tronçonneuses et autres, non équipés d'un dispositif d'aspiration est proscrite,
- les matériaux déposés doivent être amenés au sol, au fur et à mesure de leur dépose, en utilisant un dispositif mécanique approprié. Ils ne devront en aucun cas être jetés au sol, car en se brisant, ils provoqueraient l'émission de poussières. Utiliser des engins de levages type manuscopique,

- pour la dépose, les éléments de fixation seront à démonter au préalable si possible, afin de permettre la dépose des éléments sans les casser et éviter ainsi la formation de débris et poussières,
- les démontages et déposes devront être effectués en prenant toutes dispositions et le maximum de soins pour limiter les dégradations des existants,
- dans le cas de dégradations évitables constatées, le titulaire aura à sa charge tous travaux de remise en état nécessaire.

La dépose des anciens équipements devra être des plus soignées et le titulaire s'assurera de la mise en place de protections lors de son intervention afin de ne pas salir ou dégrader le reste des locaux.

Une zone de stockage pourra être mise à la disposition du titulaire si nécessaire. Elle sera déterminée lors de la **visite d'inspection et de prévention préalable** (article 8.3 de ce CCTP) conduite par le chef du service des affaires immobilières du groupement de gendarmerie départementale, le représentant du titulaire et le coordonnateur SPS.

L'ensemble des frais inhérents à l'utilisation d'échafaudages ou de tout autre système permettant le travail en hauteur dans le cadre de la réalisation du chantier (frais de location, transport, montage, démontage,...) seront à la charge du titulaire du lot.

Il est rappelé que les travaux auront lieu en zone occupée (bâtiment familles à proximité). Le titulaire s'engage à respecter les mesures de sécurité pour les résidents et riverains au moment des travaux.

Le titulaire du marché s'assurera que tous les dispositifs de sécurité soient mis en place, tant la signalisation sur la voirie, que pour les résidents et riverains aux abords du chantier (diverses signalisations appropriées, filet de protection, mise en place de barrières, etc....).

L'entreprise devra veiller à ce que son personnel possède tous les Équipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires à l'exécution du chantier.

2.1. LOT 1 : Caserne Ribray de NIORT (79)

Réhabilitation de la toiture du bâtiment du Centre de soutien automobile de la gendarmerie

Localisation : **Plan de masse**

2.1.1 Travaux préparatoires

Les travaux sur le bâtiment garage CSAG se dérouleront par phases qui seront définies lors de la période de préparation, en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage, les utilisateurs, la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS).

Pendant les travaux, les activités de l'atelier mécanique seront délocalisées provisoirement.

2.1.2. Installation de chantier

Réalisation de toutes les prestations de préparation du chantier, depuis la visite préalable sur site jusqu'au début des travaux préparatoires, comprenant notamment :

- l'établissement du dossier et plan de prévention,
- la mise en place de sanitaires et baraques de chantier (conformément à la réglementation en vigueur et suivant les directives du coordinateur de sécurité et de la santé).

L'établissement de toutes les pièces à fournir pendant la période de préparation comprenant :

- les plans d'exécution des ouvrages,
- le plan de retrait,
- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
- l'établissement du plan de zonage, s'il y a lieu et toutes autres prestations nécessaires à la préparation du chantier.

Le titulaire installera un système de décontamination des opérateurs type UMD A5 compartiments et mise en place d'une cuve récupération des eaux contaminées.

Clôture de chantier :

- Mise en place à l'extérieur de la zone d'une signalisation permanente bien visible donnant toutes indications sur la nature des travaux en cours et sur la présence d'amiante et avec interdiction d'accès à toute personne non autorisée.
- Installation d'une clôture de chantier avec occultation par poliane comprenant l'installation, la dépose et l'enlèvement en fin de chantier. Les droits de voirie, de signalisation et d'éclairage éventuels seront pris en compte par le titulaire. Celui-ci devra également fournir toutes les portes d'accès et raidisseurs nécessaires.

Maintenance et entretien des matériels et installations :

- pendant toute la durée des travaux, entretien de tous les matériels et installations de confinement et du ou des sas. Maintenance, surveillance et contrôle du fonctionnement de ces matériels et installation.
 - les frais de remplacement des filtres et autres sont à la charge du titulaire. Pulvérisation périodique de liquides permettant la sédimentation des fibres en suspension dans l'air afin d'abaisser au niveau le plus faible possible la concentration en fibres dans l'atmosphère et toutes autres prestations nécessaires pour garantir un parfait fonctionnement des matériels et installations pendant la durée des travaux.
 - la fourniture et mise en œuvre pendant la durée des travaux de filets et garde-corps de sécurité conforme aux dispositions sur la sécurité du travail. Échafaudage de pieds en sécurités collectives avec confinement sur dernier étage et mise œuvre de plateau securiplac pour cheminement sur toiture en tôle fibrociment.
 - la mise en place de filets pare gravats, filet à usage unique potentiel contamination.
 - la mise en place de filets et garde-corps de sécurité pour la phase travaux.
 - la mise en place d'un confinement par double poliane par le titulaire à l'intérieur du bâtiment pour emballer les équipements ne pouvant pas être évacués et enlevés.
- Le confinement sera enlevé et emballé en double big bag et évacué sur la zone de stockage amiante.

2.1.3. Travaux de désamiantage

Un diagnostic amiante a été réalisé et a révélé la présence d'amiante dans ce bâtiment.

Les travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ne peuvent être réalisés que par des entreprises titulaires d'une certification de qualification délivrée par les organismes QUALIBAT, AFNOR, GLOBAL ou tout autre organisme possédant les accréditations lui permettant de procéder à ces formations.

Selon la nature de l'amiante, différents textes réglementaires s'imposent définissant les règles que doivent respecter le titulaire.

Analyse à effectuer avant le début des travaux :

- Analyse d'air « point 0 » par l'entreprise
- Analyse d'air « environnemental » par l'entreprise
- Analyse d'air « restitution » par l'entreprise + Rapport de fin de chantier.

Dépose d'ouvrage

Démontage et dépose de toutes les installations existantes gênantes pour l'exécution des travaux aux emplacements devant être désamiantés :

- Démontage avec soin des éléments devant être reposés après les travaux et démolition sans réemploi pour les autres.
- Dépose de luminaire compris fixations après consignation de réseau et mise en place d'une protection dans l'attente de la repose.
- Démontage et dépose de gouttière zinc et descente d'eaux pluviales y compris fixations.

- Démontage de velux.
- Démontage d'installation de désenfumage.
- Démontage de sortie de toiture pour ventilation.
- Démolition de souche de cheminée en dur et fermeture de l'ouverture par panneaux fermacelle scellés.

Mise en double sac des matériels non réemployés sortie et mise en récipient prévu à cet effet.

Dépose des panneaux de bardage en façade et panneaux de toiture

Il est demandé au titulaire de prendre les dispositions suivantes :

Pour limiter l'émission des fibres d'amiante, leur dispersion et pour assurer la protection des ouvriers contre les risques d'inhalation de fibres d'amiante.

La limitation des émissions de fibres devra être obtenue par une méthode de dépose et de démontage supprimant absolument tous les risques de casse des éléments en amiante-ciment et par l'emploi d'un outillage approprié.

La dépose devra être effectuée selon la méthode « au mouillé ».

Pour leur protection contre les risques d'inhalation de fibres d'amiante, les ouvriers devront porter :

- un masque complet à cartouche autonome à batterie avec pompe électrique à changer à chaque vacation de 2 heures suivant la réglementation et condition thermique extérieur,
- une combinaison en matériau non tissé « jetable ».

Ces travaux comprennent :

- Démontage et dépose des panneaux de façade et de toiture en fibrociment amianté proprement dit, y compris les éléments supports, ainsi que tous les habillages, au pourtour des fenêtres et autres en métal y compris démontage des vis de fixation et autres.
- Aspiration des supports avec aspirateur haute pression et surfaçage.

Les travaux sont à réaliser en prenant toutes les dispositions pour respecter la réglementation en vigueur.

Dépose de gaines diverses :

- Enlèvement de matériaux contenant de l'amiante à l'intérieur des bâtiments.
- Retrait des conduits de ventilation et descente d'évacuation des Eaux Pluviales (EP) sur toutes les hauteurs à l'aide de sacs à manche et le retrait des pénétrations dans les dalles par burinage.

Sortie des déchets :

- Tous matériaux déposés tels que plaques ondulées, produits plans, tuyaux, gaines, conduits, éléments composites assemblés par collage, etc seront palettisés sur emballages à double protection ou mis en rack et sortis du bâtiment, y compris mise à disposition, location, maintenance, nettoyage et repli dans une benne de type homologué pour le déchargement et l'enfouissement.
- Les éléments en vrac, les débris, les déchets de nettoyage, les poussières aspirées et tous les équipements de protection jetables seront mis en sac double, sortis et mis dans un récipient réservé à cet usage.
- Chargement de la benne sur camion et transport à la décharge par transporteur agréé.
- Tous les déchets amiantés feront l'objet d'un Bordereau de Suivi des Déchets d'Amiante (BSDA) intégré au Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

2.1.4. Travaux à réaliser : Travaux de bardage - Couverture - Zinguerie

Ossature secondaire support de bardage :

- fourniture et mise en place de structures et d'ossatures métalliques légères pour recevoir le bardage de la façade, comprenant les coupes et les montages par tous moyens avec tous accessoires d'assemblages, ferrures et accessoires de fixation,
- fixation par tous moyens aux emplacements prévus,
- protection contre la corrosion par un traitement et une peinture anti-rouille,
- ossature réalisée en profilés du commerce (IPE, HEA, UPN, etc...) pour : poteaux intermédiaires, lisses horizontales au droit de toutes menuiseries (portes, châssis, ouvrages de serrurerie) et tout profil nécessaires à la pose du bardage,

- mise en place sur portiques d'ossature ou maçonnerie compris fixations, accessoires et traitement antirouille,
- fourniture et pose de plaque ondulée en fibres-ciment 5 ondes en teinte naturelle grise de type panneau sandwich en fibre-ciment de type Agrotherm+ ou techniquement équivalent.

Toiture isolée :

- fourniture et pose de plaques ondulées en fibres-ciment 5 ondes en teinte naturelle grise de type panneau sandwich en fibre-ciment de type Agrotherm+ ou techniquement équivalent,
- pose de faîtière double aérée, closoir échancré aéré, fourniture et pose de rive pignon avec rondelle d'étanchéité et rive en solin,
- fourniture et pose de panneau d'éclairage zénithal de toiture en polycarbonate alvéolaire translucide à double paroi, avec fixation par vis auto-foreuses, avec cavaliers et rondelles pour l'étanchéité.

Ossatures Chevêtres :

- Ossatures chevêtres réalisées en profilés du commerce (IPE, HEA, UPN, etc...) compris fixations, accessoires, traitement antirouille et toutes sujétions de mise en œuvre.

Lanterneaux de désenfumage 1.40 x 1.40 :

Fourniture et pose de lanterneaux de désenfumage automatique de type BLUESTEEL R THERM PNEU de chez BLUETEK, NF avec marquage CE, ou équivalent techniquement, ayant les caractéristiques suivantes :

- costière métallique isolée, finition pré-laquée pour les faces apparentes,
- capot en polycarbonate Alvéolaire, épaisseur 16 mm,
- barreaudage antichute et retardateur d'effraction 15×15 mm,
- spoiler permettant l'amélioration des performances aérodynamiques,
- dispositif de déclenchement conforme à la réglementation et toutes sujétions.

Fenêtre de toit à rotation :

Fourniture et pose de fenêtres de toit comprenant :

- une costière métallique,
- un double vitrage isolant et une ventilation, répondant aux normes thermiques en vigueur. Raccordement en aluminium et renvoi d'eau,
- toutes sujétions de pose et de finitions, chevêtre, bavettes et raccords,
- dimensions de la menuiserie existante 134*98,
- dispositif de commande et toutes sujétions.

Gouttière zinc carré de 33 et demi ronde et descentes EP :

- fourniture et pose de gouttière pendante en zinc,
- fourniture et pose de descentes des eaux pluviales en zinc.

(Tuyaux du commerce comprenant 1 collier galvanisé avec 1 bague simple tous les 2 mètres.

Pose par bouts de 4 mètres sur crochets demi-renforcés type Negrafix avec soudure de jonction barrées au fer + joint de dilatation tout les 10 ml).

Équipements divers :

- fourniture et pose conduit d'évacuation en acier galvanisé compris accessoires de fixations, traversées de parois et toutes sujétions de pose et raccordement.
- fourniture et pose de conduit d'évacuation de fumée en inox double paroi de type Poujolat ou techniquement équivalent y compris accessoires de fixations, traversées de parois et toutes sujétions de pose, de raccordement et d'étanchéité.
- fourniture et pose de sortie de toit en inox compris raccordement sur conduit, accessoires de fixations, embase, chapeau pare-pluie de type chapeau chinois et toutes sujétions de pose et d'étanchéité.
- Remplacement de dalles de faux plafonds.

2.2. LOT 2 : Caserne Jourdan à LIMOGES (87)

Réfection de l'étanchéité de la toiture des bâtiments de la section d'appui à la mobilité (SAM) et garage de service

Localisation : Plan de masse

Après diagnostic, il n'y a pas de présence d'amiante pour ce lot.

2.2.1. Installation de chantier et dépose

Dans le cadre de la remise de son offre l'entreprise doit une installation de chantier comportant :

- clôture de chantier fermant à clé (amovible pour les besoins de déplacement de celle-ci) pour stockage de ses matériaux, zone d'intervention avec escalier et échafaudage pour accès aux différentes toitures ;
- container selon ses besoins ;
- nacelles et chariots élévateurs selon son mode de fonctionnement et ses besoins pour le chantier.

Protection collective :

Une protection collective de type filets périphériques avec lisse en partie haute sur les acrotères sera mis en place pendant toute la durée du chantier.

Une protection et sécurisation seront mis en place autour des lanterneaux non sécurisés, contre les chutes dans le cadre du chantier, dans l'attente de leur remplacement.

Le titulaire devra la mise en place d'un accès de chantier sécurisé entre la toiture haute et la toiture basse.

Une tour d'échafaudage avec escalier sera mise en place en prenant en compte des déplacements en fonction des besoins du chantier : poser sur la couverture existante ou bac, un escalier de circulation, des gardes corps avec fixation ponctuelle pour la stabilité.

Dépose du complexe de couverture existant sur l'ensemble des bâtiments

Le titulaire devra la dépose et le décapage de l'étanchéité existante compris dépose des isolants et évacuation aux décharges de l'ensemble des gravois.

Dépose des feuilles élastomères sur l'ensemble de leur épaisseur du pare-vapeur, mise à nu du support et évacuation de l'ensemble des gravois à la benne et aux décharges adaptées.

Dépose de tous les accessoires rencontrés en surface courante, tels crosses, trop pleins, moignons...

Nettoyage soigné du support, apte à recevoir le futur complexe d'étanchéité prévu au présent lot.

- **Décapage des relevés :**
Décapage des relevés d'étanchéité et arrachage des chapes et décollement des reliquats à la flamme ou par techniques adaptées suivant support. Mis à nu du support permettant la réalisation de relevés neufs suivant procédé envisagé.
- **Contrôle de la toiture :**
Lors de la dépose de l'isolation, une inspection de la toiture sera due par le titulaire ainsi que les reprises éventuelles.
- **Dépose de coiffes d'acrotère et équipements divers :**

Travaux comprenant :

- la dépose de l'ensemble des coiffes d'acrotères, chargement et évacuation en décharge contrôlée,
- mise en place d'étanchéités provisoires (bâche...) le temps des travaux,
- dépose sans déconnexion de câbles passant sous tube Isolant Rigide Ordinaire (IRO) et antenne, repose en fin de chantier et contrôle du bon fonctionnement des ouvrages impactés,
- dépose et évacuation des lanterneaux existants,
- dépose et évacuation des descentes d'EP verticales.

2.2.2. Réfection complète de l'étanchéité des toitures terrasses

Isolation en mousse polyuréthane :

Fourniture et mise en place d'un isolant en panneaux de mousse polyuréthane ou techniquement équivalent.

- Épaisseur de l'isolant 100mm.
- Classe de compressibilité C obligatoire (nécessaire pour le PV).

L'entreprise devra proposer toutes sujétions nécessaires de pose, de découpes et de mise en œuvre conformément aux Documents Techniques Unifiés (DTU) et normes en vigueur.

Étanchéité :

Réalisation d'un complexe d'étanchéité de type membrane d'étanchéité synthétique en TPO conforme à un avis technique compatible au système photovoltaïque comprenant :

- couleur : blanc
- chéneau formé par l'étanchéité
- costière acier galvanisée
- système de rive à recouvrement du bardage dito existante
- traitement des joints de dilatation

Relevés en recouvrement :

Relevés avec renforcement d'étanchéité et relevés de hauteur suffisante pour assurer l'étanchéité absolue, façon de pente de manière à former chéneau le long des côtés, et toutes autres sujétions.

Réalisation de relevés d'étanchéité composés de :

- réhausse des acrotères ;
- une tôle pliée avec enduit d'imprégnation à froid, en recouvrement fixée sur le sommet de l'acrotère, fixée mécaniquement sur support béton, compris ourlet formant goutte d'eau ;
- une équerre de renfort soudée.

Réfection de l'étanchéité des relevés d'acrotère du tour des 3 bâtiments.

Couvertines :

Fourniture et pose de couvertines en tôles d'acier laqué pliées comprenant :

- des profils symétriques avec pente de 5 % minimum et bord arrondis ;
- un système anti-soulèvement ;
- un traitement des jonctions entre tôle pour une parfaite étanchéité (sans utiliser de mastic), pièces d'angles, pièces spéciales ;
- une fixation sur support par tous moyens appropriés ;
- un fourreau de recouvrement au droit des jonctions tous les 3m maximum.

La fixation se fera sans percement de la couvertine en libre dilatation sur les supports fixés tous les 1m maximum.

Les débords de la couvertine seront de 30mm minimum de part et d'autre, afin de garantir un bon écartement des eaux de ruissellement et épaisseur : 15/10ème minimum.

Finition : coloris dans la gamme RAL au choix du maître d'ouvrage.

L'entreprise devra toutes sujétions nécessaires de mise en œuvre conformément aux prescriptions techniques des fabricants, du DTU et des normes en vigueur.

Trop plein à créer :

- Percement et/ou carottage dans les relevés par tous moyens appropriés.
- Façon de trop plein constitué par une gargouille rectangulaire ou circulaire en plomb de 2,5 mm ou en cuivre 6/10° raccordé côté toiture par une platine rectangulaire noyée dans le complexe d'étanchéité du relevé ou du chéneau.

Crosse sur toiture étanchéité :

Reprise des relevés sur crosses avec renfort et relevé d'étanchéité, etc.....

Sorties en toiture :

Reprise de relevés des sorties sur toiture avec renforcement des supports d'étanchéité et relevés périphériques.

- Lanterneaux de désenfumage :
Fourniture et mise en œuvre de 5 exutoires de fumée pour le désenfumage du type BLUESTEEL R THERM PNEU de chez BLUETEK, nf avec marquage CE, ou équivalent techniquement, ayant les caractéristiques suivantes :
 - costière métallique isolée, finition prélaquée pour les faces apparentes ;
 - capot en polycarbonate Alvéolaire, épaisseur 16mm ;
 - barreaudage antichute et retardateur d'effraction 15x15mm ;
 - spoiler permettant l'amélioration des performances aérauliques ;
 - dispositif de déclenchement conforme à la réglementation en vigueur y compris toutes sujétions.
- Lanterneaux de ventilation :
 - Fourniture et mise en œuvre de 3 lanterneaux de ventilation du type BLUESTEEL y compris dispositif de commande et toutes sujétions.
- Éclairage zénithal :
Fourniture et mise en œuvre de lanterneaux d'éclairage du type BLUESTEEL THERM FIX de chez BLUETEK, NF avec marquage CE, ou équivalent techniquement, ayant les caractéristiques suivantes :
 - costière métallique isolée, finition pré-laquée pour les faces apparentes ;
 - capot en polycarbonate Alvéolaire, épaisseur 16mm ;
 - barreaudage antichute et retardateur d'effraction 15x15mm.

Descente eaux pluviales :

Fourniture et pose de descentes d'eaux pluviales verticales en PEHD avec dauphin en fonte de diamètre suivant étude de l'entreprise, position et section dans le respect des règles du DTU pour le bâtiment, fixation par colliers chevillés aux structures.

Échelles crinolines :

Fourniture et pose de 4 échelles crinolines en alliage d'aluminium léger comprenant :

- des montants en tubes rectangulaires
- une crinoline standard fixée à 2 m du sol avec arceaux indéformables en profil « omega » assemblés par boulonnage.
- une porte d'accès à double paroi en acier galvanisé avec condamnation par cadenas.
- une sortie supérieure de face avec garde corps à 1m au-dessus du niveau de sortie.

Fixation aux éléments de gros œuvre dues à ce lot par tous moyens appropriés tels que pattes d'écartement, scellement chimiques, platines...

Le titulaire mettra en place toutes les recommandations du coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (SPS) et devra toutes les sujétions de mise en œuvre conformément aux prescriptions des DTU et normes en vigueur.

Garde-corps sur couverture :

Fourniture et pose de système de garde-corps de sécurité en aluminium conforme à la norme NF E85-015, type Barrial BA de chez DANI ALU ou techniquement équivalent.

Le système de garde-corps sera complet en aluminium (sabot, montants, lisses, plinthes) et exempt de toute soudure comprenant :

- montants comportant des étriers étaux pour la fixation des lisses selon l'espacement défini au plan de calepinage (pouvant être : fixe droit, fixe cintré, fixe coudé à 30° suivant les plans).
 - lisses du système raccordées entre elles par une pièce de jonction à double rétreint dans la même finition que les lisses, assurant une continuité parfaite sans surépaisseur. La lisse haute ou main courante devra être positionnée entre 1000 et 1100 mm au-dessus du niveau de circulation. L'espace libre entre 2 lisses ne devra pas excéder 500 mm. Dans les angles, les lisses (main courantes, lisses intermédiaires) seront reliées entre elles par des pièces d'angle à degré variable (de 45 à 180°). En extrémité, les lisses seront fermées par un embout de finition.
 - un manchon platine en aluminium sans soudure et revêtu d'un EIF assurera le raccordement de l'étanchéité au pied du garde-corps conformément aux recommandations du DTU 43.1.
 - une collerette thermoplastique élastomère formant solin en tête de sabot, en attente d'un mastic polyuréthane terminera la pose du sabot.
- Finition : en aluminium.

ARTICLE 3 – DATE DE DÉBUT DES TRAVAUX

Un ordre de service émis par le maître d'ouvrage sera adressé au titulaire de chaque lot. Cet Ordre de Service (OS) indiquera la date de début d'exécution du marché.

ARTICLE 4 – VISITE TECHNIQUE PRÉALABLE A LA REMISE DES OFFRES

L'entreprise a obligation avant la remise de son offre d'avoir pris connaissance des lieux par une visite approfondie du site et de ses abords afin de juger de l'importance de son offre. Aucune réclamation au cours des travaux ne pourra être prise en considération.

IMPORTANT : Les entreprises devront procéder avec précision à tous les relevés nécessaires à l'établissement de leur offre lors de la visite technique sur site. Il est rappelé qu'aucune indication verbale qui modifie le présent CCTP ne pourra être considérée comme recevable. En cas de doute l'entreprise devra rédiger une demande écrite auprès de la personne responsable du marché.

Dans le cadre des mesures de sécurité liées au plan vigipirate et afin d'effectuer la visite technique, les entreprises devront s'annoncer au moins 48 heures à l'avance auprès du responsable du service des affaires immobilières ou du casernement responsable. Une attestation de visite sera remise à chaque candidat, ce document est à joindre obligatoirement à l'offre du marché.

Dans le cadre des mesures de sécurité liées au plan vigipirate rouge, les visites seront organisées chaque semaine à compter de la date de publication.

Le mardi après-midi à 14h pour le lot n°1 – NIORT (79)

Le mercredi après-midi à 14h pour le lot n°2 – LIMOGES (87)

Personnes à contacter pour les visites :

Lot n°1 : Bâtiments CSAG - Caserne de gendarmerie de NIORT (79)

Adjudant Douchet, service affaires immobilières GGD79 – tél : 05.49.28.63.38 / 06.17.44.23.70

mail : yannick.douchet@gendarmerie.interieur.gouv.fr

muriel.mercier@gendarmerie.interieur.gouv.fr – tél : 06.15.88.22.65 / 05.49.28.63.67

Lot n°2 : Bâtiments atelier SAM et garage de service - Caserne Jourdan LIMOGES (87)

Adjudant-chef LEMAN, service affaires immobilières GGD87 – tél : 05.55.04.51.12 / 06.19.01.43.88

mail : maxime.leman@gendarmerie.interieur.gouv.fr

hayat.sabrou@gendarmerie.interieur.gouv.fr – tél : 06.76.10.98.39 / 05.55.04.51.11

Pour les 2 lots : Section de l'immobilier et du logement

CSTCE CALVEZ Jean-Louis, chef de la SIL de Poitiers – tél : 06.82.45.04.80

mails : jean-louis-1.calvez@gendarmerie.interieur.gouv.fr

jean-christophe.richard@gendarmerie.interieur.gouv.fr – tél : 05.49.00.57.51 / 06.83.77.81.66

ARTICLE 5 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

L'attention des entreprises est attirée sur les aspects suivants :

- Les entreprises devront respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués à l'intérieur d'une enceinte militaire en plan vigipirate rouge.
- La visite technique préalable à la remise des offres (article 4 de ce CCTP) ne se substitue pas à la visite d'inspection de prévention préalable au commencement des travaux (article 8.3 de ce CCTP) pour les lieux de travail et les installations qui s'y trouvent.

Les travaux seront réalisés suivants les normes en vigueur, notamment :

- . Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG),
- . Les DTU,
- . Les cahiers du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB),
- . Les règles de calcul applicable EUROCODES,
- . Le REEF,
- . Les avis techniques des produits mis en œuvre,
- . Normes françaises,
- . Lois, décrets et arrêtés en vigueur,
- . Réglementation incendie, handicapés, hygiène...
- . Le code de l'Urbanisme, le code de Construction,
- . Les règlements de sécurité,
- . La note de sécurité,
- . Les prescriptions de la santé publique,
- . Le règlement sanitaire,
- . Les avis des Bâtiments De France,
- . Le code de l'environnement,
- . Les règles de l'art,
- . Les règles parasismiques.

Ces documents (liste non exhaustive), bien que non joints matériellement au marché, sont réputés bien connus des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissent expressément un caractère contractuel.

Le titulaire d'un des présents lots sera seul responsable de l'exécution et de la bonne tenue de ses ouvrages.

Le présent document CCTP est énonciatif et non limitatif.

Les travaux comprendront la fourniture des matériaux et du matériel à mettre en œuvre, le transport au chantier, les moyens matériels et humains, la manutention, le stockage, la mise en œuvre. Ils seront exécutés suivant toutes les règles de l'Art, et ce sans aucune limitation restrictive pour un complet et parfait achèvement. Les caractéristiques de dimensions, de formes, de qualité et de mise en œuvre des matériaux employés seront, ainsi que les conditions de réception des ouvrages, conformes en ce qui les concerne à la liste des documents contractuels décrits ci-avant (liste non exhaustive).

Par conséquent, l'entreprise est tenue de procéder sous sa responsabilité au contrôle des cotes, quantités et prestations. Il ne pourra se prévaloir d'erreurs ou inexactitudes dans les divers documents et spécialement dans le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) qui n'a pas valeur contractuelle.

5.1. Hygiène et sécurité

Le titulaire devra se conformer en tous points aux règlements d'hygiène et de sécurité, tant pour ses installations que pour les installations communes du chantier.

Un Plan Général de Coordination de la Sécurité et de la Protection de la Santé (PGCSPS) est fourni au titulaire. Ce document fera partie du marché.

Toutes les incidences en matériels, matériaux, procédures de mise en œuvre sont à inclure dans le prix des ouvrages.

Le titulaire s'engage à respecter les consignes préconisées dans les documents et PGCSPS.

5.2. Coordination des travaux

Le titulaire devra réaliser ses ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres corps d'état. Toutes les sujétions d'exécution entraînées par cette co-activité, en cours de réalisation, sont incluses dans le prix et dans le délai imposé.

Le titulaire s'engage à fournir tous les renseignements nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning.

5.3. Connaissance des lieux

Le titulaire, du fait de sa soumission, est réputé avoir une connaissance parfaite des lieux et du terrain où doivent être réalisés les travaux.

En conséquence, il intégrera à son prix tous les surcoûts éventuels liés aux conditions générales locales, aux conditions climatiques, aux possibilités en eau et en énergie, aux servitudes éventuelles, aux possibilités de stockages et d'installations de chantier.

Il reconnaîtra (liste non exhaustive) :

- les conditions d'accès, et aux abords
- les constructions voisines existantes,
- toutes sujétions liées à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communications et de transports, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques).
- la nature des travaux à exécuter et de leurs difficultés ou particularités propres.

Le titulaire ne pourra donc invoquer, après signature du marché une méconnaissance à ce sujet pour prétendre ensuite à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

5.4. Horaires d'intervention

Les travaux sur l'emprise devront être réalisés sans qu'il n'y ait d'incidence grave sur l'activité générale. Les horaires de travail à respecter seront de 08h00 à 12h00 et de 13h00 à 18h00 du lundi au vendredi pendant la durée du chantier. L'activité de week-end (uniquement le samedi) n'est pas autorisée sauf entente directe entre le titulaire et le responsable du quartier.

5.5. Reconnaissance préalable des supports

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire procédera à un examen des supports et ouvrages en rapport avec ses prestations propres.

Il s'assurera de leurs compatibilités, eu égard aux prestations que ces supports doivent recevoir et présenter ses réserves éventuelles.

5.6. Marques et échantillons

Il est bien spécifié que les références données au présent devis et comportant les indications du fabricant ne sont pas impératives, en ce sens que les entreprises ont la faculté de proposer des produits ou objets manufacturés de qualité équivalente. Dans tous les cas, les produits ou objets proposés par l'entreprise ne devront entraîner aucune modification du projet, tant architectural que technique.

Afin de permettre au Maître d'Ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre de s'assurer, d'une part de la parfaite compréhension des plans, pièces écrites et documentations, et d'autre part de la qualité des ouvrages, l'entreprise sera tenue de présenter tous les échantillons de toute nature et tous les prototypes jugés nécessaires sans limitation numérique ou dimensionnelle. Les frais afférents à la réalisation de ces échantillons sont à la charge de l'entreprise.

5.7. Échafaudages et levages

Le titulaire devra tous les échafaudages et moyens d'accès nécessaires à l'ensemble de ses travaux, y compris tous les dispositifs de sécurité complémentaires ainsi que tous les moyens de levage, monte matériaux/matériels nécessaires aux travaux.

5.8. Protection des ouvrages

D'une façon générale, le titulaire devra prendre les précautions nécessaires pendant l'exécution des travaux et jusqu'à leur réception, pour assurer la protection des ouvrages qui pourraient être détériorés.

Le titulaire est responsable jusqu'à la réception de la protection de ses propres ouvrages.

En cas de détérioration constatée, il aurait à sa charge et à ses frais tous les travaux de remise en état qui s'avèreraient nécessaires sans pouvoir prétendre à une indemnité.

Il est chargé du gardiennage de ses installations ainsi que des matériels entreposés sur le chantier.

5.9. Nettoyage et gestion des déchets

5.9.1. Nettoyage

Chaque entreprise doit le nettoyage consécutif à ses travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

5.9.2. Déchets de chantier

La réglementation sur les déchets (loi n° 75.633 du 15 Juillet 1975, loi n° 92.646 du 13 Juillet 1992) a fixé les priorités de la politique des déchets :

- prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets ;
- organisation du transport des déchets et limitation en distance et volume ;
- valorisation des déchets pour réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie a priori entre ces différents modes ;

5.9.3. Tri et évacuation des déchets

Pour privilégier le non mélange des déchets, un tri ou un pré tri sera effectué sur le chantier. A défaut de tri ou en complément, un tri hors site sera réalisé par une entreprise spécialisée dans le traitement des déchets de chantiers. Chaque entreprise précisera les actions qu'elle mettra en œuvre pour assurer une bonne gestion des déchets et notamment :

- les équipements de chantier nécessaires au tri et au stockage des déchets sur le chantier (logistique de chantier, contenants, bennes)
- les opérations de tri des matériaux et produits issus des démolitions et construction des parties d'ouvrages
- les modes de traitement des déchets et exutoires
- le suivi administratif de l'évacuation des déchets (traçabilité par bordereau de suivi)
- ne pas mélanger les déchets toxiques avec les autres déchets

Aussi :

- Toute entreprise intervenant sur le chantier procédera immédiatement après exécution de ses travaux au nettoyage, tri et évacuation, des déchets de son poste de travail à ses bennes et contenants
- Le prix de la gestion du tri, l'évacuation, le traitement, le produit de la vente des déchets, mais aussi les taxes (Taxe Générale sur les Activités Polluantes - TGAP et autres taxes), le transport et la location des bennes sont à charge de l'entreprise concernée
- La personne ou les personnes affectées à la surveillance du tri veilleront en outre à la propreté des zones d'entreposage des déchets
- L'implantation des bennes, conteneurs, ou stockage de sacs type big-bag devra figurer sur les plans d'installation du chantier
- Une signalétique sous forme de pictogramme ou affichette explicite, sera placée sur chaque benne et tenue en état jusqu'à la fin du chantier

- Une fois les bennes évacuées, l'entreprise remettra périodiquement une copie des bordereaux de suivi, avec un rapport faisant état des déchets valorisés

En cas de défaillance du titulaire, la Maîtrise d'Œuvre et ou le Maître d'Ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour compte de l'entreprise défaillante.

NOTA : Le nettoyage de fin de chantier est à la charge de l'entreprise titulaire du lot.

5.10. Documents

5.10.1. Documents de références du projet

- les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- l'ensemble des plans phase DCE

5.10.2. Documents remis après l'exécution

Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), à fournir par les entreprises en 4 exemplaires (2 ex Maître d'ouvrage, 1 ex-Bureau de contrôle), et 1 exemplaire sur clé informatique.

Il comprendra tous les documents nécessaires au parfait recollement des ouvrages exécutés, les procès verbaux de tous les contrôles techniques, essais et épreuves conformément aux normes et aux prescriptions du marché et les notices des fonctionnements des matériels mise en place.

ARTICLE 6 – CONFORMITÉ DE L'OUVRAGE ET DES MATÉRIAUX

6.1. Conformité de l'ouvrage

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation applicable en France telle qu'elle se trouvera être en vigueur à la date de remise des offres.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahiers des clauses spéciales, cahiers des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques en vigueur pour la nature des travaux à réaliser.

6.2. Conformité et qualité des matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction qui doivent être mis en œuvre seront neufs. Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre leur l'usage.

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un avis technique du CSTB, l'entreprise ou les entreprises attributaires du marché ne pourront les mettre en œuvre que sous réserve de détenir ces avis et de les présenter à la demande du maître d'œuvre.

Une fiche technique des matériels utilisés sera jointe à l'offre.

ARTICLE 7 – PRESCRIPTIONS AVANT ET APRÈS TRAVAUX

7.1. Mise en place du chantier

Le stockage des éléments neufs, des engins de travaux publics, l'évacuation des déblais doit faire l'objet d'une approche particulière ainsi que la mise en place des protections nécessaires à la sécurité des ouvriers. Ces zones seront définies lors de la visite préalable à l'ouverture du chantier et en relation avec **le responsable prévention de la caserne.**

L'entreprise ou les entreprises attributaires du marché auront en charge l'évacuation de leurs déblais qui s'effectuera en décharge autorisée. Aucun stockage sauvage ne sera autorisé dans l'enceinte de la caserne. La présence d'une benne pourra être autorisée.

7.2. Pièces à fournir

7.2.1. avant le début des travaux

- dans le cadre de la répression du travail illégal, la liste des ouvriers susceptibles de travailler sur le site sera fourni à l'aide de la copie de la Décision Unilatérale de l'Employeur (DUE) entreprise (document unique d'embauche) et copie de leur pièce d'identité et la liste des véhicules (photocopie des cartes grises) ;
- les plans de retrait ou modes opératoires pour chaque type d'intervention, doit préciser conformément au Code du Travail :
 - la nature des travaux et la localisation exacte ou les travaux sont effectués,
 - les effectifs concernés,
 - le détail des installations générales de chantier et leur positionnement,
 - le positionnement de la zone « déchets »,
 - le planning des travaux – (date de démarrage, durée des travaux qui fera l'objet d'une cotation spécifique lors de l'ouverture des offres et phasage des travaux).
- le planning prévisionnel d'exécution des travaux.

7.2.2. après les travaux

- un procès verbal contradictoire de réception des travaux sera établi entre l'entreprise attributaire du lot et la personne responsable des travaux ou son représentant et viendra clôturer le délai sur lequel le titulaire s'est engagé ;
- un dossier des ouvrages exécutés si nécessaire.

ARTICLE 8 – SANTÉ SÉCURITÉ TRAVAIL

8.1. Réglementation

La mise en œuvre de la politique générale de prévention Sauveteur Secouriste au Travail (SST) à la gendarmerie nationale et plus particulièrement à la Région de gendarmerie de Nouvelle Aquitaine et gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, est régie par l'application de principes de base issus du Code du travail, décrets et arrêtés.

Cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de (liste non exhaustive) :

- Loi n° 93-1418, du 31 décembre 1993, transposant la directive européenne « Chantiers temporaires et mobiles » ;
- Code du travail., art. L. 4531-1 et suivants, et L. 4532-2 à 4532-7 ;
- Circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil.

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé relève du Maître d'Ouvrage dans le cadre de cette opération, **le Maître d'Ouvrage désigne un coordonnateur** pour assurer la mission de coordination et de protection de la santé. Le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé a l'autorité et les moyens donnés par le Maître d'Ouvrage.

8.2. Coordonnateur Sécurité Protection Santé (SPS)

Le Coordonnateur rédige un plan général de coordination simplifié SPS et consigne sur son Registre Journal, toutes observations relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé. Le Plan Général de Coordination de la Sécurité (PGCS) a pour objet de fournir aux titulaires et sous-traitants toutes informations provoquant une obligation ou créant une sujétion au déroulement des travaux pour ce qui concerne la sécurité et l'hygiène sur le chantier. Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination simplifié ont force de données pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le Plan Général de Coordination simplifié pour l'établissement de leur Plan Particulier simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS).

Le Coordonnateur a toute autorité pour coordonner et contrôler en matière de Sécurité et Santé, toutes les activités et tous les travaux exécutés sur le chantier et veiller à l'application de ce règlement et de ses annexes y compris le PPSSPS des différentes entreprises.

8.3. Procédure – Visite d'inspection de prévention

Dès réception de la notification du marché le titulaire prendra attache avec :

LOT 1 : Caserne Ribray de NIORT (79) :

Réhabilitation de la toiture du bâtiment du Centre de soutien automobile de la gendarmerie

Adjudant Douchet, service affaires immobilières GGD79 – tél : 05 49 28 63 38 / 06 17 44 23 70

mail : yannick.douchet@gendarmerie.interieur.gouv.fr

LOT 2 - Caserne JOURDAN à LIMOGES (87)

Réhabilitation des toitures terrasses du bâtiment ateliers SAM et du garage de service

Adjudant-chef LEMAN, service affaires immobilières GGD87 – tél : 05 55 04 51 12 / 06 19 01 43 88

mail : maxime.leman@gendarmerie.interieur.gouv.fr

afin de fixer durant la phase de préparation du chantier une date pour la visite d'inspection de prévention commune préalable obligatoire des installations **avec le coordonnateur SPS** (Code du travail : Art. R. 4532-13).

Le titulaire, le représentant de la personne publique et le coordonnateur SPS procéderont en commun à une analyse préalable des risques, conformément à l'application de la Loi 93-1418 du 31/12/93 et son décret d'application 94-1159 du 26/12/94, modifié par le décret 2003-68 du 24 janvier 2003 concernant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués par une entreprise extérieure, dont le titulaire déclare avoir pris connaissance.

Le titulaire est tenu de signaler dans les plus courts délais, au représentant de l'administration sur le site la présence de tout danger imminent qu'il pourrait constater lors de son intervention, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention. Ces constats font l'objet d'un compte rendu de danger imminent, établi dans le respect de la réglementation.

Ce compte rendu doit être transmis dans un délai d'un jour ouvrable à compter de la date de constat

du danger à M. RUA chef SSST de Poitiers et au Coordonnateur SPS pour les chantiers de Niort (79) et de Limoges (87).

Pour toute information complémentaire, prière de joindre :

- M. RUA chef de SSST de Poitiers, Tél(s) : [05 49 00 57 65](tel:0549005765) / [06 09 61 11 31](tel:0609611131)
- Mail : ssst.poitiers.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr

8.4. Protection incendie

Les informations concernant l'organisation des premiers secours, la lutte contre l'incendie et l'évacuation des travailleurs ainsi que sur les personnes chargées de mettre en pratique ces mesures seront développées dans le plan général de Coordination SPS.

8.5. Protection de l'environnement

Les informations concernant l'organisation « gestion de l'environnement » seront également développées dans le plan général de Coordination SPS.